

Unité inter-départementale Hautes-Pyrénées-Gers
Cellule Sol, sous-sol

Tarbes, le lundi 18 juillet 2022

Cité-Administrative
BP 81708 - Cedex 09
65017 TARBES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCLI

Espujos le bosq
65370 IZAOURT

Références : 2022-0467-Dp

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 juin 2022 dans l'établissement SOCLI implanté aux lieux dits "Espujos" et "Le Bosq" sur la commune d'IZAOURT (65370). L'inspection a été annoncée le 20/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 22 février 2022, à 12h06, la société SOCLI sise à IZAOURT a procédé à un tir de mines. Le tir de mines était implanté en crête de la carrière sur son versant Est, à l'aplomb de la RD825. Le tir de mines est réalisé en sous traitance par la société EPC France et consistait à un tir dit « de nappe » à l'extrémité Est du gradin, à la cote 623m NGF.

Le déroulement du tir a occasionné le basculement de blocs rocheux à l'extérieur du périmètre ICPE autorisé. Des blocs de plusieurs tonnes ont atteint la route départementale dont l'un en franchissant cette route a traversé la propriété d'un tiers, la piste cyclable et percuté un véhicule en stationnement sur une voie secondaire.

Bien que la carrière soit située sur la commune d'Izaourt, un linéaire de la RD825 comprenant les maisons d'habitation est situé sur la commune de LUSCAN (31).

Certains blocs sont restés en équilibre dans le versant de la carrière retenus par la végétation ou les filets « pare-blocs » disposés dans le versant. Les filets pare-blocs prévus n'ont pas été dimensionnés pour des blocs de tels tonnages.

La RD 825 fait l'objet d'un arrêté de voirie lors des tirs de mines, ainsi aucun véhicule n'est autorisé à circuler en contrebas de la zone de tir. En revanche, les habitants des maisons riveraines n'ont pas été invités à quitter leur domicile et la piste cyclable n'est pas fermée.

Suite à cet événement, un arrêté préfectoral de mesures d'urgences a été pris portant sur :

- la suspension des tirs de mines
- la justification des mesures conservatoires et les modalités de restauration (purges des blocs rocheux en place) du versant Est de la carrière garantissant la sécurité des biens et des personnes validées par un géotechnicien.
- La reprise des tirs de mines subordonnée à une autorisation préfectorale
- la réalisation d'une tierce expertise du tir de mines effectué par un expert indépendant soumis à l'avis de l'inspection des installations classées, avec pour objectif de :
 - déterminer les causes de l'accident du tir réalisé le 22 février 2022 sur la carrière située sur la commune d'Izaourt ;
 - proposer des recommandations à l'exploitant afin de lui permettre le contrôle de ses tirs ;

Tierce expertise :

Le tiers expert désigné a remis son rapport d'analyse le 11 mars 2022. Il conclut à une consommation spécifique d'explosif trop élevée sur l'avant dernière ligne ou la dernière ligne du plan de tir, côté versant.

Considérant les enjeux identifiés et les mesures prévues par l'exploitant pour assurer la purge du versant, un arrêté préfectoral encadrant les travaux a été pris le 7 juin 2022.

La présente visite a pour objet de s'assurer de la bonne mise en oeuvre des dispositions prises à ce titre, mais aussi de s'assurer du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 4 mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCLI
- Espujos le bosq 65370 IZAOURT
- Code AIOT dans GUN : 0006801150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SOCLI appartient au groupe HeidelbergCement Group regroupant notamment les sociétés Ciments Calcia, GSM, Tratel, Unibéton...

Elle a son siège social à IZAOURT (65370) et est en activité depuis 33 ans. Par arrêté préfectoral n°2003-69-1 du 10 mars 2003, la société SOCLI est autorisée à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert et une installation de premier traitement de matériaux. Ces installations sont situées sur le territoire de la commune d'IZAOURT. La société compte une quarantaine de salariés pour un chiffre d'affaires en 2020 de 15 M€.

Cette carrière a pour objet principal d'alimenter en calcaire l'usine d'Izaourt, installée sur le même site, qui produit une gamme complète de chaux hydrauliques naturelles, liants et mortiers, destinés au Bâtiment et aux Travaux Publics. Une part de la production de granulats est aussi commercialisée pour des usages classiques de chantiers de travaux publics.

L'abattage des matériaux est réalisé au moyen de tirs de mines. La reprise et l'acheminement des matériaux vers les installations de traitement pour l'alimentation des fours à chaux s'effectuent à la pelle hydraulique et par tombereau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en œuvre et respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°65-2022-03-04-0001 du 4 mars 2022 ;
- mise en œuvre et respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du versant est de la carrière n°65-2022-06-07-00001 du 7 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022	Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 2	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022	Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 2	Sans objet
Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022	Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 3	Sans objet
Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022	Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 4	Sans objet
Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022	Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 5	Sans objet
Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022	Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 5	Sans objet
Arrêté préfectoral de mesures d'urgence	AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2022, article 1	Sans objet
Arrêté préfectoral de mesures d'urgence	AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de cette visite l'inspection a constaté le respect des dispositions fixées par les arrêtés de mesures d'urgence et de travaux de purge. Il a notamment été constaté, sur site, la mise en oeuvre des dispositifs de protection des habitations et de régulation de la voie publique (routes et piste cyclable). En outre, la visite du chantier n'a pas mis en évidence d'écart entre l'organisation retenue pour la purge des blocs rocheux et sa réalisation effective. Seule l'information de levée des fermetures des voies de circulation en fin de journée et transmise oralement à fait l'objet d'une action corrective immédiate pour en garantir la transmission et en assurer sa traçabilité (par SMS).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement au démarrage des travaux, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il prévoit notamment, en concertation avec les gestionnaires des voiries, toutes les mesures préventives de sécurisation des voies exposées aux risques de chutes de blocs rocheux. En complément, Il s'assure de prendre toutes les mesures utiles à la protection des populations et des habitations exposées lors des travaux de purge. Les ouvrages de protection sont positionnés et dimensionnés sur la base d'études géotechniques et sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le retrait ponctuel ou permanent des mesures de protection prévues est soumis à une procédure de vérification de fin de chantier. Cette procédure prévoit notamment, un compte rendu formalisé concluant favorablement à la levée des mesures de protection ou de sécurisation.</p> <p>L'ensemble des éléments techniques, autorisations, procédures et comptes-rendus en relation avec les travaux de purge sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'arrêté de voirie n°11/2022.101 du 3 juin 2022, visé par les présidents des conseils départementaux de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées. Cet arrêté porte la réglementation provisoire de la circulation sur les routes départementales n°825 et 33c sur le territoire des communes d'IZAOURT, LUSCAN et BERTREN.</p> <p>Ces arrêtés concernent la période du mardi 7 juin 2022, à 8h00, jusqu'au mercredi 13 juillet, à 19h00.</p> <p>L'inspection a vérifié sur site que les voies d'accès aux routes concernées étaient fermées par des barrières. L'information aux utilisateurs des routes était assurée par des panneaux et des dispositifs d'information. L'ensemble de ce dispositif permet de répondre à l'exigence de fermeture des routes. Il convient de préciser que le respect de la réglementation concernant la signalisation routière est du ressort des conseils départementaux et ne fait pas l'objet de la présente visite.</p> <p>En complément, il a été constaté la présence des vigies de gestion de l'accès à la piste cyclable lors des opérations sensibles. Les personnes affectées sont informées de leur mission et disposent des équipements de communication prévus.</p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a indiqué que la réouverture quotidienne des routes à l'issue des travaux était assurée par appel téléphonique. L'inspection a considéré que cette méthode ne répondait pas à la demande de compte rendu formalisé. A l'issue de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir modifié cette procédure qui est désormais opérée par SMS. L'inspection considère que la transmission de la consigne répond à l'exigence fixée.</p>
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : En complément, Il s'assure de prendre toutes les mesures utiles à la protection des populations et des habitations exposées lors des travaux de purge. Les ouvrages de protection sont positionnés et dimensionnés sur la base d'études géotechniques et sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : L'exploitant a mis en place des mesures de protection des habitations au moyen d'un merlon situé en pied de versant de la carrière, empruntant partiellement la chaussée, et de blocs bétons type "Lego" complétés en aval et en amont de blocs bétons séparateurs de type GBA surmontés de grillages. L'exploitant dispose d'une autorisation d'occupation de voirie et de busage provisoire du fossé. Ces dispositifs ont été dimensionnés par l'exploitant et le sous-traitant CAN. L'inspection a constaté la présence de l'ensemble des dispositifs prévus. En complément et considérant que les simulations géotechniques n'excluent pas la possibilité de rebond au-delà des mesures de protection mise en œuvre, l'exploitant a prévu l'évacuation quotidienne des résidents des maisons exposées durant les travaux de purge. L'inspection a constaté l'évacuation des habitants des maisons exposées.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 3
Thème(s) : Autre, Pétardage des masses rocheuses
Prescription contrôlée : Dans le cadre des travaux de purge, par dérogation à l'article 1er de l'arrêté de mesures d'urgences du 4 mars 2022 susvisé, l'exploitant est autorisé à réaliser, dans le périmètre de la carrière, des opérations de pétardage des seuls blocs rocheux à purger qui le nécessitent. Il réalise ces opérations dans le respect des conditions prévues pour l'abattage des matériaux de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2003 modifié susvisé et des dispositions réglementaires en la matière. L'exploitant assure l'information des riverains et des communes concernées de ces opérations.
Constats : L'exploitant a déclaré qu'aucune opération de pétardage n'avait été réalisée. En outre, lors de la visite du site, il a été constaté que la société CAN intervenant pour les opérations de purge du versant utilisait un outil hydraulique manuel permettant la fracturation des blocs rocheux présents avant leur évacuation en "Big-Bag" par héliportage. Cette méthodologie semble privilégiée pour la suite des opérations.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 4
Thème(s) : Autre, Hélicoptage
Prescription contrôlée : Les opérations d'hélicoptage et l'usage d'une hélicoptère au sein de la carrière peuvent être réalisées, pour les seules opérations visées par le présent arrêté et pendant les heures ouvrables du site. Cette autorisation est donnée, sous réserve du respect des dispositions réglementaires visées par le présent arrêté et, le cas échéant, après déclaration ou obtention des autorisations requises. En outre, l'exploitant s'assure que le plan de vol respecte les éventuelles contraintes régissant les zones de protection de l'avifaune. A défaut l'exploitant doit obtenir l'autorisation préalable auprès des autorités concernées. Durant les opérations d'hélicoptage, aucune autres activités que celles strictement nécessaires à aux-dites opérations ne sont autorisées dans la carrière.
Constats : Le jour de la visite l'inspection a pu constaté, à distance, la réalisation d'opérations d'hélicoptage. Il a pu être constaté que ces opérations étaient réalisées dans le périmètre de la carrière, que leur durée était inférieure à une heure et qu'elles avaient lieu lieu durant les heures d'ouverture du site. Par ailleurs, aucune autre activité sur la carrière n'a été identifiée. Le secteur survolé n'était concerné par aucune contrainte de plan national d'action en faveur de l'avifaune, ce point a été confirmé par courriel de la division écologie de la DREAL le 13 juin 2022. La situation rencontrée est conforme à la prescription visée.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 5
Thème(s) : Autre, Échéancier et calendrier d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les travaux respectent l'échéancier prévisionnel joint en annexe. En cas de décalage, il en informe le préfet en justifiant les causes et en proposant un nouvel échéancier.
Constats : Au jour de la visite, l'exploitant a informé que les travaux respectaient le phasage prévu.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral encadrant les travaux de purge du 22 février 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 5
Thème(s) : Autre, Échéancier et calendrier d'intervention
Prescription contrôlée : Les travaux de purge imposant la mise en sécurité prévue à l'article 2, sont autorisés sur la même période (jours et horaires) que celle fixée par l'arrêté de fermeture des routes délivré par le conseil départemental des Hautes-Pyrénées et le conseil départemental de Haute-Garonne.
Constats : L'arrêté temporaire n°11/2022.101 des conseils départementaux prévoit la fermeture des voiries jusqu'au 13 juillet 2022. Sauf prorogation de cet arrêté préfectoral, la fermeture des routes n°825 et 33c ne pourra être maintenue.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Arrêt des tirs de mines
Prescription contrôlée : La société SOCLI, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 2 quartier Castans à 65370 IZAOURT, qui exploite la carrière de calcaire aux lieux-dits « Le Boscq », « L'Espujos », « Le Prat de Bach » et « L'Escale » sur la commune d'IZAOURT; est tenue de suspendre les tirs de mines sur cette carrière à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a confirmé à l'inspection l'absence de tirs de mines depuis le 22 février 2022, date de l'accident de tir. L'inspection n'a pas constaté que des tirs d'abattage avaient été réalisés au sein de la carrière.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral de mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/03/2022, article 4
Thème(s) : Autre, Tierce expertise
Prescription contrôlée : L'exploitant de la carrière de calcaire située sur la commune d'Izaourt, fait réaliser à ses frais une tierce expertise du tir de mines effectué le 22 février 2022 et ayant engendré des projections de roches hors du périmètre de l'autorisation ICPE. Cette tierce expertise débute au plus tard un mois après la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a fait procéder à une expertise du tir de mines par la société SIMI France en accord avec l'inspection. La demande a été formalisée le 3 mars 2022 et le rapport a été remis le 21 mars 2022. Une présentation des conclusions du rapport d'expertise s'est tenue en présence de l'autorité préfectorale le 11 avril 2022. A l'issue de cette présentation, l'inspection a sollicité l'exploitant pour remettre, au plus tard le 30 juin, un rapport interne sur l'accident de tir au regard des conclusions du tiers expert. Cet élément a été transmis à l'inspection le 29 juin 2022. L'exploitant a respecté les échéances de remise des différents documents et rapports.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE
Planche Photographique



*signalisation en amont de la fermeture de la RD825
(photo SOCLI)*



Fermeture RD825 (photo SOCLI)



*Fermeture RD 33c (pont de Luscan)(photo
SOCLI)*



Poste de vigie sur piste cyclable



Mise en place du filet de stabilisation des blocs présents dans le versant



Zone de purge des blocs rocheux



Hélicoptage et versant impacté



Bloc bétons type "LEGO" protection des habitations



Merlon de matériaux calcaires en pied de versant



Figure 1: blocs type "GBA" complété par grillage